

L'art moderne au frigo pour longtemps ?

Cible des foudres de la N-VA, Michel Draguet, directeur général des Musées royaux des Beaux-Arts, n'a pas encore pu rencontrer Elke Sleurs, sa ministre de tutelle. Le musée Fin-de-Siècle serait finalement épargné, mais où ira la collection d'art moderne ?

Par **Olivier Rogeau**

Elke Sleurs aurait-elle perdu l'adresse des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, à Bruxelles ? Depuis qu'elle a hérité du portefeuille des institutions culturelles et scientifiques, la secrétaire d'Etat N-VA n'a pas encore pris le temps de rencontrer les responsables des MRBAB, d'en visiter les réserves – où est notamment stockée, depuis 2011, la collection fédérale d'art moderne et contemporain – et de faire le point, avec les ingénieurs de la Régie des bâtiments, sur les travaux en cours dans l'immeuble de la rue de la Régence. C'est donc sans prendre en compte des éléments essentiels du dossier qu'Elke Sleurs a fait, en décembre, sa sortie fracassante sur l'avenir de la collection d'art moderne, laissant entendre qu'elle avait l'intention de la replacer dans les bâtiments historiques du musée. Conséquence : l'idée d'un musée d'art contemporain dans le garage Citroën au Canal, portée par le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS), tombe à l'eau, et le projet d'installer temporairement la collection dans les anciens magasins Vanderborcht, rue de l'Ecuyer, reste politiquement dans le flou.

Une rencontre entre la secrétaire d'Etat et Michel Draguet, directeur général des MRBAB, était prévue au cabinet Sleurs peu avant les fêtes. Draguet comptait évoquer la rénovation des extensions du musée et le planning du chantier, les services impliqués dans les opérations et la répartition des budgets alloués. Mais Elke Sleurs, empêchée, s'est fait remplacer par sa cheffe de cabinet, qui a reçu Draguet pendant un quart d'heure à peine. Le bref échange s'est déroulé en présence de Bart Suys, un proche collaborateur de la secrétaire d'Etat, naguère en conflit ouvert avec Draguet (Suys était responsable de la communi-

cation au Musée royal d'Art et d'Histoire, dont Draguet assumait ad interim la direction). Le dossier « travaux » n'a pas été abordé, selon nos sources. En revanche, les interlocuteurs de Draguet ont exigé que la communication extérieure des MRBAB passe désormais par le cabinet Sleurs. La discussion doit être poursuivie « discrètement », à une date non encore fixée. Attaqué à plusieurs reprises par la N-VA, Draguet est donc prié d'éviter toute nouvelle polémique.

Regrouper les deux collections

Ces dernières semaines, la cacophonie a pourtant surtout été alimentée par la N-VA elle-même. Ainsi, la secrétaire d'Etat a proposé de replacer l'art moderne et contemporain là-même où il était jusqu'en février 2011 : autour du « puits » de lumière conçu par l'architecte Roger Bastin, aux étages -4 à -8 du musée. Or, cet espace a entre-temps été rénové et aménagé pour accueillir le musée Fin-de-Siècle, créé à l'initiative de Draguet (coût : 7,5 millions d'euros) et inauguré en décembre 2013. Elke Sleurs a précisé que « la collection y a bien été de 1981 à 2011, alors que le Fin-de-Siècle n'y est que depuis un an ». Si ce n'est pas une justification implicite d'un futur démantèlement du musée Fin-de-Siècle cher à Draguet, cela y ressemble. Mais Sleurs a fait une courbe rentrante lors du débat budgétaire à la Chambre. Elle a assuré qu'elle « n'avait pas dit qu'on allait mettre fin à la collection Fin-de-Siècle » et a évoqué les quelque 3000 m² non exploités du musée, qu'elle souhaite utiliser pour regrouper les deux collections.

Reste que seule une première phase de travaux de rénovation, au rez-de-chaussée, a été entreprise à ce jour. Un grand auditorium y est prévu, doté d'une entrée autonome. En revanche, les salles vides des étages, fermées depuis dix ans, sont toujours en attente de désamiantage et de réhabilitation et on ignore quand la Régie des bâtiments, qui a d'autres priorités, va y entreprendre ces lourds et coûteux travaux (évalués, il y a cinq ans, à 10 millions d'euros). Une éven-

tuelle impulsion pour faire avancer ce dossier dépend aujourd'hui du vice-

Premier ministre N-VA Jan Jambon, qui a la tutelle sur la Régie. Mais Jambon a-t-il les mêmes intentions que sa collègue de parti Elke Sleurs ? Le 13 novembre dernier, il affirmait que la Régie effectuerait des études dans les anciens magasins Vanderborcht (7000 m² d'exposition) pour y installer la collection d'art moderne et contemporain. Sous la précédente législature, un accord était intervenu sur ce projet entre la Ville, la Région et la Régie des bâtiments. Quelque 750000 euros ont déjà été dépensés dans une étude préalable et un montant de 7 millions a été prévu pour les travaux. La secrétaire d'Etat assure qu'elle ne rejette pas cette piste, même si elle dit privilégier la réunion des collections d'art moderne et Fin-de-Siècle.

Elke Sleurs acceptera-t-elle pour autant le dialogue avec Michel Draguet ? Dans les colonnes du *Morgen*, la secrétaire d'Etat n'a pas ménagé le directeur du musée. Elle lui reproche d'avoir « pris constamment des mauvaises décisions » et d'avoir « surtout voulu satisfaire des ambitions personnelles ». A cause de lui, ajoute-t-elle, « le financement de grandes expositions a échoué et une grande collection pourrit en sous-sol. Il faudra évaluer son action en fonction de critères objectifs et tirer les conclusions nécessaires. Le monde de l'art est très critique à son encontre. »

Draguet attaqué

Les attaques, Draguet connaît. Depuis sa décision unilatérale de fermer le Musée d'Art moderne, sa gestion a régulièrement suscité la controverse. Il s'est aussi fait des ennemis parmi les conservateurs des musées, qui ne l'ont pas ménagé en coulisses. De politique tarifaire jugée prohibitive en forages provoquant la fermeture anticipée d'une grande expo, l'initiateur des musées Magritte et Fin-de-Siècle a traversé de violents orages. Ses proches vantent ses « idées visionnaires » et le décrivent comme « un bourreau de travail ». Ses détracteurs lui reprochent son manque

de tact et sa démarche managériale. Elle consiste, résumant-ils, à scinder les collections, à privilégier des « pastilles » à forte attractivité internationale au détriment de pans entiers du patrimoine, laissés dans des lieux vétustes et mal entretenus ou abandonnés dans les réserves.

L'offensive politique anti-Draguet a été lancée le 4 novembre dernier par Siegfried Bracke : « Les structures ne sont pas très bien gérées et quand on voit les collections qu'on a et ce qu'on en fait, c'est scandaleux », s'est exclamé le président N-VA de la Chambre sur

les ondes radio francophones. Cause invoquée de ce *mismanagement* : des nominations politiques indues. En clair, l'homme qui, depuis 2005, dirige les MRBAB, ex-chercheur au FNRS, professeur à l'ULB et auteur d'ouvrages de référence sur Ensor, Magritte ou Monet, est avant tout, pour les nationalistes flamands, un apparatchik du PS, qui ne méritait pas vraiment son poste.

Le directeur réplique par des chiffres : au cours de son mandat, les revenus propres des MRBAB ont augmenté de telle sorte que la dotation publique est tom-

bée, en dix ans, de 54 % du budget à 32 %. Un budget qui, parti de 6 millions, a doublé entre 2003 et 2013. Si les moyens propres ont ainsi augmenté, assure-t-il, c'est notamment grâce aux nouveaux musées et aux expositions temporaires. Faut-il voir dans l'attitude offensive de la N-VA, qui a remplacé le PS à la tête de la Politique scientifique fédérale, une forme de règlement de comptes politique ? Elke Sleurs dément. Ses effets d'annonce illustrent néanmoins son peu d'enthousiasme à collaborer avec la Région bruxelloise et la Ville, où le PS reste la force dominante. ●